

MÉMORIAL

DU

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Memorial

des

Großherzogthums Luxemburg.

SAMEDI, 17 juillet 1886.

N. 39.

Samstag, 17. Juli 1886.

Arrêté royal grand-ducal du 14 juillet 1886, relatif aux cautionnements des comptables de l'État.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu les art. 1^{er}, 10 et 12 de Notre arrêté du 3 février 1866, relatif aux cautionnements des comptables de l'État ;

Vu l'art. 1^{er} alinéa 3 de Notre arrêté du 16 août de la même année, concernant le même objet ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La disposition suivante est ajoutée à l'art. 1^{er} de Notre arrêté susvisé du 16 août 1866 :

« Sous le point de vue de leur admissibilité au cautionnement, les vignobles sont assimilés aux bois et haies à écorces. »

Art. 2. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

La Haye, le 14 juillet 1886.

GUILLAUME.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Königl.-Großh. Beschluß vom 14. Juli 1886, betreffend die Cautionen der Rechnungsbeamten des Staates.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht der Art. 1, 10 und 12 Unseres Beschlusses vom 3. Februar 1866, die Cautionen der Rechnungsbeamten des Staates betreffend ;

Nach Einsicht des Art. 1, Alinea 3 Unseres Beschlusses vom 16. August 1866, denselben Gegenstand betreffend ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Nachstehende Bestimmung ist dem Art. 1 Unseres Beschlusses vom 16. August 1866 beigelegt :

„Die Weinberge sind, in Hinsicht auf ihre Annehmbarkeit als Caution, den Waldungen und Lohheiden gleichgestellt.“

Art. 2. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Im Haag, den 14. Juli 1886.

Wilhelm.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Arrêté royal grand-ducal du 13 juillet 1886, rendant applicables aux correspondances télégraphiques intérieures du Grand-Duché les dispositions du règlement de service de Berlin.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 12 de la loi du 19 mai 1885, concernant l'organisation du service des télégraphes et la taxation des correspondances télégraphiques ;

Vu Notre arrêté du 28 octobre 1885, portant publication des règlements et tarifs révisés à Berlin pour les correspondances télégraphiques internationales ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le règlement de service des correspondances télégraphiques arrêté à Berlin le 17 septembre 1885, en tant qu'il concerne le régime européen et sauf les dispositions qui vont suivre, est rendu applicable aux correspondances échangées à l'intérieur du pays.

Art. 2. Un reçu avec mention de la taxe perçue est délivré gratuitement à tout expéditeur qui en fait la demande.

Art. 3. Les télégrammes sans distinction sont remis sous pli fermé.

Art. 4. Le tarif applicable à la correspondance télégraphique intérieure est établi sur les bases ci-après :

La taxe est fixée à trois centimes et demi par mot, avec un minimum de trente-cinq centimes par télégramme.

Les taxes à percevoir seront arrondies en plus au demi-décime.

Le compte des mots est réglé par les dispo-

Königl.-Großh. Beschluß vom 13 Juli 1886, wodurch die Bestimmungen des Berliner Vertrages auf die telegraphische Correspondenz im Innern des Großherzogthums anwendbar erklärt werden.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 12 des Gesetzes vom 19. Mai 1885, die Organisation des Telegraphendienstes und die Taxe der Telegramme betreffend ;

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 28. Oktober 1885, die Veröffentlichung der zu Berlin revidirten Reglemente und Tarife für den internationalen Telegraphenverkehr betreffend ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschloffen und beschließen :

Art. 1. Das zu Berlin am 17. September 1885 festgesetzte Dienstreglement für die Telegraphen-Correspondenz, soweit dasselbe den europäischen Verkehr betrifft, ist, vorbehaltlich folgender Bestimmungen, auf die inländische Correspondenz anzuwenden.

Art. 2. Jedem Absender ist auf Verlangen eine Annahmebescheinigung mit Angabe der erhobenen Gebühr kostenfrei zu behändigen.

Art. 3. Die Bestellung aller Telegramme ohne Ausnahme geschieht unter geschlossenem Umschlag.

Art. 4. Der auf die telegraphische Correspondenz im Inlande anwendbare Tarif wird nach folgenden Grundlagen festgesetzt :

Die Gebühr ist auf drei und einen halben Centimes für jedes Wort, mit einer Minimal-Taxe von fünf und dreißig Centimes für jedes Telegramm festgestellt.

Die zu erhebenden Gebühren werden aufwärts auf einen halben Dezimen abgerundet.

Das Zählen der Worte geschieht gemäß den

sitions afférentes du règlement de service international, en tant qu'elles s'appliquent aux relations télégraphiques entre les États de l'Europe.

Art. 5. Les frais de transport par exprès des télégrammes adressés en dehors du rayon de la remise gratuite du bureau d'arrivée sont fixés comme suit :

- à 50 centimes jusqu'à 1500 mètres de distance ;
- à 75 centimes pour une distance de plus de 1500 à 3000 mètres ;
- à 1 franc pour une distance de plus de 3000 à 5000 mètres, et
- à 20 centimes pour chaque kilomètre ou fraction d'un kilomètre au delà de 5 kilomètres.

Les distances seront calculées d'après la carte des distances annexée à Notre arrêté du 3 mai 1869.

Ces taxes sont doublées pour les télégrammes qui arrivent au bureau de destination après 5 heures du soir du 1^{er} novembre au 31 mars et après 8 heures du soir du 1^{er} avril au 31 octobre.

Art. 6. Sont abrogées toutes les dispositions contraires aux présentes.

Art. 7. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Scostdyjk, le 15 juillet 1886.

GUILLAUME.

*Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.*

*Arrêté royal grand-ducal du 14 juillet 1886,
concernant les examens de maturité et de capacité.*

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc ;

Vu la loi du 23 juillet 1848, sur l'enseignement supérieur et moyen ;

einschlägigen Bestimmungen des internationalen Uebereinkommens, insoweit sich dieselben auf den telegraphischen Verkehr zwischen den europäischen Staaten beziehen.

Art. 5. Die Kosten der Beförderung durch Eilboten der über den für die unentgeltliche Bestellung des Ankunftsbüreaus bezeichneten Bezirk hinaus adressirten Telegramme sind festgesetzt, wie folgt :

- auf 50 Cent. für die Entfernung von 1500 Meter;
- auf 75 Centimes für die Entfernung von über 1500 bis 3000 Meter ;
- auf 1 Franken für die Entfernung von über 3000 bis 5000 Meter, und
- auf 20 Centimes für jeden Kilometer oder Bruchtheil von einem Kilometer über 5 Kilometer hinaus.

Die Entfernungen werden nach der Unserem Beschlusse vom 3. Mai 1869 beigefügten Entfernungskarte berechnet.

Diese Gebühren werden verdoppelt für die Telegramme, welche nach 5 Uhr Abends vom 1. November bis zum 31. März und nach 8 Uhr Abends vom 1. April bis zum 31. Oktober am Bestimmungs-Büreau ankommen.

Art. 6. Alle dem gegenwärtigen Beschluß zuwiderlaufenden Bestimmungen sind abgeschafft.

Art. 7. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Soestdyk, den 13. Juli 1886.

Wilhelm.

*Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.*

*Königl.-Großh. Beschluß vom 14. Juli 1886,
die Reife- und Fähigkeitsprüfung betreffend.*

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 23. Juli 1848, über das höhere und mittlere Unterrichtswesen ;

Vu les art. 19 à 40 inclusivement du règlement général du 7 juin 1861, sur les établissements d'enseignement supérieur et moyen de l'État;

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 23 juin 1875, concernant le programme de l'examen de maturité;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A la fin de l'année scolaire auront lieu :

1° un examen de maturité pour les élèves qui ont terminé leurs études gymnasiales, et

2° un examen de capacité pour les élèves qui ont terminé leurs études industrielles.

Les jeunes gens qui n'ont pas fait leurs études à l'Athénée, peuvent également être admis à ces examens, s'ils justifient qu'ils ont suivi avec succès des cours sur les matières qu'embrassent les examens à subir.

Art. 2. Les examens de maturité et de capacité ont lieu devant une commission nommée par le directeur général du service afférent annuellement au mois de juillet.

Cette commission se compose de sept membres, dont quatre appartiennent au corps enseignant; les trois autres sont choisis en dehors de ce corps.

Il est, en outre, nommé quatre membres suppléants, dont deux professeurs.

Art. 3. L'arrêté de nomination de la commission d'examen sera publié par la voie du *Mémorial* et fixera le jour de l'ouverture de l'examen, qui doit avoir lieu pendant la dernière quinzaine de l'année scolaire.

Art. 4. La commission nomme dans son sein son président et son secrétaire.

Nach Einsicht der Art. 19 bis 40 incl. des allgemeinen Reglementes vom 7. Juni 1861, über die Staatsanstalten des höhern und mittlern Unterrichtes;

Nach Einsicht des Königl.-Großh. Beschlusses vom 23. Juni 1875, das Programm der Reifeprüfung betreffend;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Es findet am Schlusse des Schuljahres statt :

1° eine Reifeprüfung für diejenigen Schüler, welche ihre Gymnasialstudien, und

2° eine Fähigkeitsprüfung für Diejenigen, welche ihre gewerblichen Studien vollendet haben.

Junge Leute, welche ihre Studien nicht am Athenäum gemacht haben, können ebenfalls zu diesen Prüfungen zugelassen werden, wenn sie den Nachweis erbringen, daß sie Kurse über die zur Prüfung gehörigen Lehrgegenstände mit Erfolg gehört haben.

Art. 2. Die Reife- und Fähigkeitsprüfungen werden von einer vom betreffenden General-Director jährlich im Monat Juli zu ernennenden Kommission abgehalten.

Diese Kommission besteht aus sieben Mitgliedern, von welchen vier dem Professoren-Kollegium angehören, die übrigen außerhalb desselben gewählt werden.

Außerdem werden vier vertretende Mitglieder ernannt, darunter zwei Professoren.

Art. 3. Der Beschluß über die Ernennung der Prüfungskommission wird durch das „Memorial“ veröffentlicht und setzt den Eröffnungstag der innerhalb der letzten vierzehn Tage des Schuljahres abzuhaltenden Prüfung fest.

Art. 4. Die Kommission ernennt unter ihren Mitgliedern den Vorsitzenden und den Schriftführer.

Art. 5. Quiconque veut être admis à l'examen de maturité ou de capacité, en fait la demande au directeur général du service afférent, au plus tard un mois avant la fin de l'année scolaire.

Les élèves de l'Athénée adressent leur demande d'admission au directeur, qui la transmet au Gouvernement.

La commission décide sans recours si les conditions d'admissibilité des récipiendaires sont remplies.

Art. 6. Nul ne peut, en qualité de membre de la commission, prendre part à l'examen d'un parent ou allié jusque et y compris le quatrième degré.

Art. 7. Le programme de l'examen de maturité comprend la doctrine chrétienne, les langues latine, grecque, allemande et française, les mathématiques, l'histoire, la géographie, les éléments de physique et de chimie.

Pour la doctrine chrétienne, les mathématiques, l'histoire et la géographie, les récipiendaires ne seront interrogés que sur les matières qui sont l'objet de l'enseignement de ces branches dans la première classe gymnasiote.

Art. 8. Le programme de l'examen de capacité comprend : la doctrine chrétienne, les langues et littératures allemande et française, la langue anglaise, l'histoire, la géométrie analytique, la géométrie descriptive, le calcul différentiel et intégral, la statique, la minéralogie, la géologie, la physique et la chimie.

Pour la doctrine chrétienne, l'histoire, la géométrie analytique, la géométrie descriptive, la physique et la chimie, l'examen ne s'étendra que sur le programme de la première classe industrielle.

Les progrès dans le dessin sont appréciés sur la production de dessins et d'épures qui doivent porter la signature du professeur afférent, constatant que ceux-ci ont été exécutés par le récipiendaire pendant la dernière année d'études.

Art. 5. Wer zur Reife- oder Fähigkeitsprüfung zugelassen werden will, hat spätestens einen Monat vor Schluß des Schuljahres an den betreffenden General-Direktor ein Gesuch einzureichen.

Die Schüler des Athenäums haben dieses Gesuch an den Direktor abzuliefern, der es der Regierung übermittelt.

Die Kommission entscheidet ohne Rekurs, ob die Zulassungs-Bedingungen zur Prüfung erfüllt sind.

Art. 6. Niemand kann als Mitglied der Kommission an der Prüfung eines bis zum vierten Grad Verwandten oder Verschwägerten teilnehmen.

Art. 7. Die Reifeprüfung erstreckt sich auf die Religionslehre, die lateinische, griechische, deutsche und französische Sprache, die Mathematik, die Geschichte, die Geographie, die Grundlehren der Physik und Chemie.

Die Prüfung in der Religionslehre, Mathematik, Geschichte und Geographie hat nur den in der ersten Gymnasialklasse durchgenommenen Lehrstoff zum Gegenstande.

Art. 8. Die Fähigkeitsprüfung erstreckt sich auf die Religionslehre, die deutsche und französische Sprache und Literatur, das Englische, die Geschichte, die analytische und darstellende Geometrie, die Differential- und Integralrechnung, die Statik, die Mineralogie, die Geologie, die Physik und die Chemie.

Die Prüfung in der Religionslehre, in der Geschichte, in der analytischen und darstellenden Geometrie, in der Physik und Chemie umfaßt nur das in der ersten Klasse der Gewerbeschule durchzunehmende Pensum.

Die Fortschritte im Zeichnen werden nach Zeichnungen und Aufrißen censirt, welche die Unterschrift des betreffenden Lehrers tragen, nebst dessen Erklärung, daß letztere vom Examinanden während des letzten Schuljahres ausgeführt worden sind.

Art. 9. Les examens de maturité et de capacité comprennent une épreuve écrite et une épreuve orale.

Quatre jours sont consacrés à l'épreuve écrite; il y a deux séances par jour; celle du matin durera quatre heures, et celle de l'après-midi deux heures.

L'épreuve orale comprend un jour au moins.

L'épreuve écrite précède l'épreuve orale et a lieu à la fois entre tous les récipiendaires.

Art. 10. L'épreuve écrite de l'examen de maturité embrasse les matières énumérées à l'art. 7.

Les séances du matin sont consacrées exclusivement aux langues latine, grecque, allemande et française; des séances de l'après-midi trois heures sont assignées aux mathématiques, deux heures à l'histoire et à la géographie, et une heure à chacune des autres branches.

Art. 11. L'épreuve écrite de l'examen de capacité porte sur les matières énumérées à l'art. 8.

Trois heures sont assignées respectivement à l'allemand, au français ainsi qu'à l'anglais; deux heures à chacune des branches de géométrie analytique, de géométrie descriptive, de calcul différentiel et intégral, de physique et de chimie, et une heure à chacune des autres branches.

Art. 12. Les membres de la commission arrêtent d'un commun accord, le jour même de l'examen écrit, les différentes questions à poser dans cet examen.

Pendant l'examen, les récipiendaires ne peuvent faire usage d'aucun cahier; la commission désigne, s'il y a lieu, les livres dont les récipiendaires peuvent se servir.

Durant l'examen écrit, les élèves sont constamment surveillés par deux membres de la commission.

Le récipiendaire qui est convaincu d'avoir copié soit d'un autre récipiendaire, soit d'un

Art. 9. Die Reife- und Fähigkeitsprüfung ist eine schriftliche und mündliche.

Die schriftliche Prüfung dauert vier Tage; es finden täglich zwei Sitzungen statt: eine Vormittags- und eine Nachmittags-Prüfung von vier, und eine Nachmittags-Prüfung von zwei Stunden.

Die mündliche Prüfung dauert zum wenigsten einen Tag.

Die schriftliche Prüfung geht der mündlichen voraus und findet für alle Examinanden zugleich statt.

Art. 10. Die schriftliche Reifeprüfung erstreckt sich auf die in Art. 7 bezeichneten Gegenstände.

Die Vormittags-Prüfungen werden ausschließlich dem Lateinischen, Griechischen, Deutschen und Französischen gewidmet; der Prüfung in der Mathematik werden drei, in der Geschichte und Geographie zwei, und in den andern Fächern je eine Nachmittagsstunde zugewiesen.

Art. 11. Die schriftliche Fähigkeitsprüfung umfaßt die in Art. 8 bezeichneten Gegenstände.

Der Prüfung im Deutschen, Französischen und Englischen werden je drei Stunden, der analytischen und darstellenden Geometrie, der Differential- und Integralrechnung, der Physik und Chemie je zwei Stunden, und den übrigen Gegenständen je eine Stunde zugewandt.

Art. 12. Die Mitglieder der Commission stellen, nach gemeinschaftlicher Berathung, am Tage der schriftlichen Prüfung die verschiedenen in der bezüglichen Sitzung zu stellenden Fragen fest.

Es ist den Examinanden untersagt, während der Prüfung von irgend einem Hefte Gebrauch zu machen; die Commission bezeichnet eventuell die Bücher, deren sie sich bedienen dürfen.

Während der schriftlichen Prüfung werden die Schüler beständig von zwei Mitgliedern der Prüfungskommission beaufsichtigt.

Der Examinand, welcher überführt ist, von der Arbeit eines andern Examinanden, oder aus einem Hefte oder Buche, dessen Gebrauch während der

cahier, ou d'un livre dont l'usage n'est pas permis, est ajourné à une époque à fixer par la commission.

Le récipiendaire qui n'a pas terminé son travail dans le temps y assigné, doit le remettre inachevé.

Art. 13. La veille de l'examen oral, la commission se réunit pour désigner ceux des récipiendaires qui, eu égard au résultat de l'épreuve écrite et aux chiffres trimestriels de la dernière année scolaire, ne sont pas à admettre à l'épreuve orale, de même que ceux qui sont à dispenser de cette épreuve, soit dans toutes les branches, soit dans l'une ou l'autre d'elles seulement.

L'épreuve orale a lieu en présence de tous les membres de la commission; l'objet spécial en est arrêté le jour même de l'épreuve.

Les élèves qui pour l'une ou l'autre branche ont obtenu, soit à l'examen écrit, soit à la fin de deux ou plusieurs trimestres de la dernière année scolaire, un chiffre insuffisant, de même que ceux à l'égard desquels la commission constate, dans l'une ou l'autre branche, un écart notable entre l'appréciation trimestrielle des professeurs et le résultat de l'épreuve écrite, ne peuvent être dispensés de l'épreuve orale dans cette branche.

Art. 14. L'appréciation du résultat de l'épreuve écrite et de l'épreuve orale se traduit par des chiffres, d'après l'échelle des progrès adoptée à l'art. 43 de l'arrêté royal grand-ducal du 7 juin 1861 pour indiquer les progrès.

Art. 15. Les épreuves terminées, la commission se réunit pour statuer, sans recours, par un vote à émettre sur chacun des récipiendaires, si, oui ou non, il a la maturité requise pour pouvoir suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur.

Art. 16. La commission délivre aux récipiendaires des certificats de maturité ou de capacité dans la forme suivante :

mar, abgeschrieben zu haben, wird bis zu einem von der Kommission zu bestimmenden Zeitpunkte ausgesetzt.

Hat der Examinand seine Arbeit nicht in der anberaumten Zeit vollendet, so muß er sie unvollendet abgeben.

Art. 13. Am Tage vor der mündlichen Prüfung tritt die Prüfungskommission zusammen und bezeichnet auf Grund des Ergebnisses der schriftlichen Prüfung und der in den vierteljährigen Censuren des letzten Schuljahres festgestellten Jahresleistungen diejenigen Examinanden, welche zur mündlichen Prüfung nicht zugelassen, sowie diejenigen, welchen entweder in allen oder in einem oder dem andern Fache die mündliche Prüfung zu erlassen ist.

Die mündliche Prüfung findet vor sämtlichen Prüfungsmitgliedern statt; der spezielle Gegenstand derselben ist am Tage der Prüfung festzustellen.

Denjenigen Examinanden, welchen auf Grund der schriftlichen Prüfung oder am Schlusse zweier oder mehrerer Trimester des letzten Schuljahres das Prädikat „Ungenügend“ zuerkannt worden ist, sowie denjenigen, bei welchen sich ein auffallender Widerspruch zwischen beiden zeigen sollte, ist die mündliche Prüfung in dem betreffenden Fache nicht zu erlassen.

Art. 14. Das Ergebnis der schriftlichen und mündlichen Prüfung wird durch Noten nach Maßgabe der in Art. 43 des Königl.-Großh. Beschlusses vom 7. Juni 1861 zur Bezeichnung der Fortschritte angenommenen Scala ausgedrückt.

Art. 15. Nach Beendigung der Prüfungen tritt die Kommission zusammen, um durch ein Votum, gegen welches ein Rekurs nicht zulässig ist, in Betreff jedes Examinanden zu entscheiden, ob er die Reife besitzt, welche erforderlich ist, um höhern Studien mit Erfolg obzuliegen.

Art. 16. Die Kommission stellt den Examinanden Reife- oder Fähigkeitszeugnisse nach folgendem Formular aus :

«La commission chargée de procéder à l'examen de maturité (ou de capacité) pour l'année scolaire 18... à 18...;

«Vu le résultat de l'examen de M. né le à

«Attendu que M. a répondu d'une manière satisfaisante, ou avec distinction, ou avec grande distinction, ou avec la plus grande distinction aux questions posées;

«Certifie que M. possède les connaissances requises pour suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur.»

Les certificats de maturité ou de capacité sont signés par tous les membres de la commission et revêtus du visa du directeur général du service afférent.

Art. 17. Le récipiendaire qui est trouvé trop faible dans l'une ou l'autre branche seulement, peut être ajourné jusqu'au mois d'octobre suivant.

Il subit alors, pendant la première quinzaine du dit mois, un nouvel examen sur les matières qui lui auront été indiquées par la commission.

Si la commission reconnaît que le récipiendaire n'a pas les connaissances dont il devrait faire preuve à l'examen, elle déclarera que le certificat de maturité ou de capacité ne pourra lui être délivré.

Dans ce cas, le récipiendaire ne peut plus se présenter que devant une commission à instituer pour une des années scolaires suivantes.

Art. 18. La commission d'examen dresse un procès-verbal de toutes ses opérations et le transmet au directeur général, avec les réponses écrites des récipiendaires.

Art. 19. Il est payé sur la caisse de l'État à chacun des membres de la commission qui ont procédé à l'examen de maturité et de capacité, une indemnité de quatre-vingt-cinq francs.

Art. 20. Les dispositions du § 3 du chapitre

„Die mit der Abhaltung der Reife- (Fähigkeits-) Prüfung für das Schuljahr 18... bis 18... beauftragte Kommission;

„In Anbetracht des Ergebnisses der Prüfung des Hrn. ... geboren den ... zu

„In Erwägung, daß Hr. die ihm gestellten Fragen genügend (oder mit Auszeichnung, oder mit großer Auszeichnung, oder mit der größten Auszeichnung) beantwortet hat,

„Erklärt, daß Hr. die Kenntnisse besitzt, welche erforderlich sind, um höhern Studien mit Erfolg obzuliegen.“

Die Reifezeugnisse werden von allen Mitgliedern der Prüfungskommission unterzeichnet und mit dem Visa des General-Direktors versehen.

Art. 17. Der Examinand, welcher bloß in einem oder dem andern Gegenstand zu schwach befunden worden ist, kann bis zum nächsten Oktober ausgesetzt werden.

In diesem Falle hat er sich innerhalb der ersten Hälfte besagten Monats einer neuen Prüfung in den ihm von der Kommission bezeichneten Gegenständen zu unterziehen.

Erachtet die Kommission, daß der Geprüfte die Kenntnisse, welche er in der Prüfung dokumentieren soll, nicht besitzt, so wird ihm das Reife- oder Fähigkeitszeugniß verweigert.

In diesem Falle kann der Examinand sich nur mehr bei der in einem folgenden Jahre mit der Abhaltung der Reife- oder Fähigkeitsprüfung beauftragten Kommission melden.

Art. 18. Die Prüfungskommission nimmt ein Protokoll über den Prüfungsgang auf und überschickt der Regierung dasselbe sammt den schriftlichen Arbeiten der Examinanden.

Art. 17. Jedem Mitgliede der Prüfungskommission, das an der Reife- oder Fähigkeitsprüfung theilgenommen, wird aus der Staatskasse eine Vergütung von fünfundsachtzig Franken gewährt.

Art. 20. Die Bestimmungen des § 3 des

V du règlement général de 1861, modifiées par l'arrêté royal grand-ducal du 23 juin 1875, concernant le programme de l'examen de maturité, ainsi que l'arrêté royal grand-ducal du 16 août 1866, fixant les indemnités des membres de la commission d'examen de maturité et de capacité, sont remplacés par les dispositions du présent arrêté.

Art. 21. Notre directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

La Haye, le 14 juillet 1886.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

GUILLAUME.

Arrêté du 15 juillet 1886, concernant la nomination de la commission des examens de maturité et de capacité.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 14 juillet 1886, concernant les examens de maturité et de capacité ;

Considérant qu'il y a lieu de nommer la commission devant laquelle doivent être subis, à la fin de l'année scolaire courante, l'examen de maturité et l'examen de capacité, et de fixer le jour de l'ouverture de ces examens ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission dont s'agit : MM. *Henrion*, conseiller du Gouvernement, *Breisdorff*, député, *Wittenauer*, membre de la commission des curateurs de l'Athénée, *Gredt*, directeur de l'Athénée, *Neumann*, *Muller* et *de Waha*, professeurs au même établissement.

Sont nommés membres suppléants de la même commission : MM. *De Muyser* et *Klensch*, députés à Luxembourg, *Reuter* et *Herchen*, professeurs à l'Athénée.

Kap. V. des allgemeinen Reglementes von 1861, welche durch Königl.-Großh. Beschluß vom 23. Juni 1875, das Programm der Reifeprüfung betreffend, abgeändert worden sind, sowie der Königl.-Großh. Beschluß vom 16. August 1866, die den Mitgliedern der Reife- und Fähigkeits-Prüfungskommission gewährte Vergütung betreffend, sind durch die Bestimmungen gegenwärtigen Beschlusses ersetzt.

Art. 21. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Saag, den 14. Juli 1886.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Wilhelm.

Beschluß vom 15. Juli 1886, wodurch die Commission für die Reife- und Fähigkeitsprüfung ernannt wird.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht des Königl.-Großh. Beschlusses vom 14. Juli 1886, die Reife- und Fähigkeitsprüfung betreffend ;

In Anbetracht, daß die Commission, von welcher am Ende des laufenden Schuljahres gedachte Prüfungen abzuhalten sind, ernannt, und die Eröffnung der letztern anberaumt werden muß ;

Beschließt :

Art. 1. Zu Mitgliedern fragl. Commission sind ernannt die *H. H. Henrion*, Regierungsrath, *Breisdorff*, Abgeordneter, *Wittenauer*, Mitglied des Curatoriums beim Athenäum, *Gredt*, Director des Athenäums, *Neumann*, *Müller* und *de Waha*, Professoren an derselben Anstalt.

Zu Ergänzungsmitgliedern derselben Commission sind ernannt die *H. H. De Muyser* und *Klensch*, Abgeordnete zu Luxemburg, *Reuter* und *Herchen*, Professoren am Athenäum.

Art. 2. La commission se réunira, la première fois, le dimanche, 25 juillet prochain, à 4 heures de l'après-midi, dans la salle des conférences de l'Athénée, pour nommer son président ainsi que son secrétaire, et pour statuer sur l'admission des élèves qui, en conformité des art. 1^{er} et 5 de l'arrêté royal grand-ducal du 14 juillet 1886, auront demandé à subir l'examen de maturité ou de capacité.

Art. 3. L'épreuve écrite des récipiendaires pour l'examen de maturité et de capacité commencera le mercredi, 4 août, et sera continuée les jeudi, 5, vendredi, 6, et samedi, 7 août.

Les jours de l'épreuve orale seront fixés par la commission.

Art. 4. Toutes les demandes d'admission à l'examen de maturité ou de capacité devront être parvenues au Gouvernement avant le 23 juillet prochain.

Art. 5. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera transmis aux membres de la commission, pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 15 juillet 1886.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 15 juillet 1886, portant nomination des commissions pour l'examen de passage à l'Athénée et aux progymnases.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu les art. 1^{er}, 2 et 14 de l'arrêté royal grand-ducal du 11 juillet 1884, concernant l'examen de passage à l'Athénée et aux progymnases;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont nommés commissaires du Gouvernement et présidents des commissions respectives : M. *Henrion*, conseiller de Gouverne-

Art. 2. Die Commission wird ein erstes mal am Sonntag, 25. Juli c., um 4 Uhr Nachmittags, im Conferenzsaal des Athenäums zusammentreten, um ihren Vorsitzenden und Schriftführer zu erwählen und um über Zulassung der Schüler zu entscheiden, welche gemäß Art. 1 und 5 des Königl.-Großh. Beschlusses vom 14. Juli 1886 sich zur Reife- oder Fähigkeitsprüfung gestellt haben.

Art. 3. Der schriftliche Theil der Reife- und Fähigkeitsprüfung beginnt am Mittwoch 4. August, und wird am Donnerstag 5., Freitag 6. und Samstag 7. August, fortgesetzt.

Die Tage für die mündliche Prüfung werden durch die Commission anberaamt.

Art. 4. Alle Gesuche um Zulassung zur Reife- oder Fähigkeitsprüfung müssen vor dem 23. Juli c. an die Regierung gelangt sein.

Art. 5. Gegenwärtiger Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht und ein Exemplar desselben jedem Mitglied der Commission als Urkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 15. Juli 1886.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 15. Juli 1886, wodurch die Commissionen für die Übergangsprüfung am Athenäum und an den Progymnasten ernannt werden.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht der Art. 1, 2 und 14 des Königl.-Großh. Beschlusses vom 11. Juli 1884, die Übergangsprüfung am Athenäum und an den Progymnasten betreffend;

Beschließt :

Art. 1. Zu Regierungscommissaren und Vorsitzenden der betreffenden Commissionen sind ernannt : Hr. *Henrion*, Regierungsrath, für die

ment, pour l'examen de passage au gymnase de l'Athénée et aux progymnases de Diekirch et d'Echternach, et M. Gredt, pour l'examen de passage à l'école industrielle.

Art. 2. Sont nommés membres de la commission :

a) Pour le gymnase de l'Athénée : MM. Zahn, sous-directeur de l'Athénée, Stronck, Graf, Philippe, van Wervecke et Kuborn, professeurs;

b) Pour l'école industrielle : MM. Schaack, Math. Thill, Simon et Tibesar, professeurs ;

c) Pour le progymnase de Diekirch : MM. Mullendorff, directeur, Molitor, Eckér et Bielecki, professeurs ;

d) Pour le progymnase d'Echternach : MM. Schmitz, directeur, Speck et Sax, professeurs, et Wengler, chargé de cours.

Art. 3. L'épreuve écrite pour les élèves de la IV^e classe gymnasiale de l'Athénée aura lieu les 30 et 31 juillet et les 2 et 3 août ; pour les élèves de la III^e classe industrielle les 4, 5, 6 et 7 août ; pour le progymnase de Diekirch les 3, 4, 6 et 7 août, et pour le progymnase d'Echternach les 31 juillet, 2, 3, et 4 août prochain.

L'époque de l'épreuve orale sera fixée par les commissaires du Gouvernement, d'accord avec les commissions respectives, et portée à la connaissance des élèves par voie d'affiche.

Art. 4. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera transmis à chacun des membres susdits, pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 15 juillet 1886.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Übergangsprüfung am Athenäum (Gymnasium) und an den Progymnasien zu Diekirch und Echternach; Hr. Gredt, Director am Athenäum, für die Uebergangsprüfung bei der Gewerbeschule.

Art. 2. Zu Mitgliedern der Commission sind ernannt :

a) beim Athenäum (Gymnasium): die H. Zahn, Unter-Director am Athenäum, Stronck, Graf, Philippe, van Wervecke und Kuborn, Professoren;

b) bei der Gewerbeschule: die H. Schaack, Thill Math., Simon und Tibesar, Professoren;

c) beim Progymnasium zu Diekirch: die H. Müllendorff, Director, Molitor, Eckér und Bielecki, Professoren;

d) beim Progymnasium zu Echternach: die H. Schmitz, Director, Speck und Sax, Professoren, und Wengler, mit Lehrkursen beauftragt.

Art. 3. Die schriftliche Prüfung für die Schüler der IV. Gymnasialklasse am Athenäum findet am 30. und 31. Juli und 2. und 3. August statt; für die Schüler der III. Gewerbeklasse am 4., 5., 6. und 7. August; für das Progymnasium zu Diekirch am 3., 4., 6. und 7. August, und für das Progymnasium zu Echternach am 31. Juli, und 2., 3., und 4. August künftig.

Die mündliche Prüfung wird durch die Regierungskommissare, im Einverständnis mit der respectiven Commission anberaumat und durch Anschlag zur Kenntniß der Schüler gebracht.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht und ein Exemplar desselben jedem der obengenannten Mitglieder als Urkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 15. Juli 1886.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 12 au 20 août prochain, dans la commune de Mecher une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'exécution de travaux d'irrigation à Bavigne, territoire de la commune de Mecher.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Mecher à partir du 12 août prochain.

M. Dernenen, bourgmestre à Baschleiden, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 26 août prochain de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour de 2 à 4 heures de relevée au secrétariat communal.

Luxembourg, le 15 juillet 1886.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
Ed. THILGES.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird in der Gemeinde Mecher, vom 12. bis 26. August künftig eine Untersuchung über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Syndikatsgenossenschaft für Bewässerungsarbeiten zu Bävven, Bann der Gemeinde Mecher, eröffnet werden.

Der Situationsplan, der Kostenanschlag, ein alphabetisches Verzeichniß der betreffenden Eigenthümer, sowie das Projekt der Genossenschaftsstatuten sind vom 26. August künftig an auf dem Gemeindefekretariate von Mecher hinterlegt.

Hr. Dernenen, Bürgermeister zu Baschleiden, ist zum Commissar der Untersuchung ernannt. Er wird am 26. August künftig, von 9—11 Uhr Vormittags, den Betreffenden an Ort und Stelle die nöthigen Erklärungen geben, und am selben Tage von 2—4 Uhr Nachmittags, die Reklamationen auf dem Gemeindefekretariate entgegennehmen.

Luzemburg, den 13. Juli 1886.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Ed. Thilges.*

*Relevé des personnes qui ont fait la déclaration prescrite pour acquérir la qualité de Luxembourgeois.)**

N°	Noms et prénoms des déclarants.	Profession.	Domicile.	Date de la naissance.	Date des déclarations.
1	Stütz, Christophe.	Journalier.	Wahlhausen.	13 mai 1864.	14 mars 1886.
2	Michels, Jean.	Cultivateur.	id.	20 sept. 1864.	20 février 1886.
3	Heck, Jean.	Facteur.	Luxembourg.	21 mars 1865.	11 mai 1886.
4	Leclère, Ernest-Georges.	Étudiant.	id.	22 avril 1865.	12 mai 1886.
5	Schnitz Xav.-Fr.-Jacques.	Coiffeur.	id.	22 mai 1865.	25 mai 1886.
6	Scavarda, Mathias.	Journalier.	Rumelange.	3 déc. 1864.	31 mai 1886.
7	Libert, Jean-Alex.	Marchand de charb ^{ous}	Esch-s.-l'Alz.	18 février 1853.	15 mai 1886.
8	Hirschberger, Théodore.	»	Hamm.	15 juin 1864.	11 juin 1886.
9	Loring, Eug.-Félix.	Cultivateur.	Knaphoscheid.	20 mars 1865.	13 avril 1886.

*) Les six premiers ont fait la déclaration prévue à l'art. 9 du Code civil, les deux suivants celle prévue à l'art. 10 du même Code, et le dernier celle prévue à l'art. 10 de la Constitution.

Luxembourg, le 10 juillet 1886.

Luxembourg. — Imp. de la Cour. V. Bück.

*Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.*